

**Direction régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement du Centre**

A Orléans, le 9 septembre 2014

Unité territoriale du Loiret

## **INSTALLATIONS CLASSEES**

-----  
**Société GALVA 45**

-----  
**Commune d'ESCRENNES**

-----  
**Arrêté préfectoral complémentaire  
(surveillance des effets de l'installation sur  
l'environnement)**

# **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

## **1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

La société GALVA 45 exerce des activités de traitement de surfaces et de galvanisation sur le territoire de la commune d'ESCRENNES.

Elle produit environ 98 000 tonnes d'acier galvanisé par an.

60 % de l'activité est relative à de la galvanisation générale (production de barrières de levage agricole) et 40 % de l'activité consiste en la finition de pièces automobiles.

L'effectif du site au 31 juillet 2014 est d'environ 126 personnes.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 1999 notamment pour les activités de traitement de surfaces et de galvanisation, étamage de métaux soumises à autorisation ainsi que par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants :

- du 7 septembre 2004 visant à la mise en place de piézomètres destinés à surveiller la qualité des eaux souterraines aux abords du site,
- du 6 décembre 2007 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique et à la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.

## **2. INCIDENCE DU DEPASSEMENT DES VALEURS LIMITES REGLEMENTAIRES DU PARAMETRE ZINC ISSU DES REJETS AQUEUX**

### **a. Rappel du contexte**

Pour ce qui est de la galvanisation des barrières de levage agricole, l'entreprise GALVA 45 fonctionne en flux tendus avec son principal client, l'entreprise JOURDAIN qui est également son voisin.

Ainsi les barrières agricoles sont déposées après galvanisation sur les parkings pour être reprises par l'entreprise JOURDAIN.

Les jours de pluie, ces barrières peuvent donc être lessivées par les eaux météoriques qui sont dirigées vers un bassin d'infiltration des eaux pluviales. Ce bassin d'infiltration, composé d'un lit filtrant de sable, a une surface de 550 m<sup>2</sup> et un volume de 1 360 m<sup>3</sup>.

Le dernier curage du bassin a été effectué en 2008.

Les eaux pluviales de toitures et de voiries ne sont pas différenciées.

L'ensemble de ces eaux transite, avant rejet dans le bassin, par un débourbeur déshuileur à fermeture automatique d'une capacité de 50 litres / seconde.

Une vanne automatique manœuvrable par consigne dans le cas d'un sinistre ou d'une pollution accidentelle est située en sortie de déshuileur.

Le contrôle de la qualité des eaux pluviales est assuré après le déshuileur.

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2007 impose une auto surveillance semestrielle des rejets liquides issus du débourbeur déshuileur sur le paramètre hydrocarbures totaux (concentration < 5 mg/l) et sur le paramètre zinc (concentration < 1 mg/l).

En ce qui concerne le zinc, les résultats des analyses de mars 2012 à janvier 2014 sont les suivants :

- mars 2012 : 5,80 mg/l,
- avril 2013 : 2,95 mg/l
- **mai 2013 : 12,7 mg/l**
- octobre 2013 : 3,47 mg/l
- **janvier 2014 : 17,4 mg/l.**

Lors de la visite d'inspection du 31 juillet 2014, il a notamment été constaté les points suivants :

- les flancs du bassin d'infiltration ne sont pas étanches et mettent à l'affleurement le calcaire de Pithiviers, formation perméable portant une nappe d'eau souterraine. De fait, l'infiltration dans le milieu naturel des effluents sortis du débourbeur déshuileur se fait à la fois verticalement au travers du lit de sable et latéralement directement dans le sous-sol,
- la démonstration de l'efficacité du débourbeur déshuileur pour traiter le zinc n'est pas apportée, ce qui est corroboré par les derniers résultats d'analyse des effluents prélevés en sortie du débourbeur déshuileur,
- la fonction d'épuration de la totalité des effluents aqueux par le lit de sable telle que présentée par l'exploitant n'est pas avérée, d'autant plus que comme indiqué ci-dessus, le dernier curage du bassin a eu lieu en 2008.

#### **b. Mesures destinées à renforcer la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

##### **1. Diagnostic environnemental**

De façon à caractériser l'impact des activités du site sur l'environnement et de mettre en oeuvre des mesures éventuelles de dépollution du site, il est proposé de prescrire la réalisation d'un diagnostic environnemental au droit et au pourtour du bassin d'infiltration, notamment concernant la libération de zinc.

Ce diagnostic rendra compte des éventuels transferts vers les nappes d'eau souterraines et, en cas d'impact avéré, proposera les actions curatives à mettre en oeuvre.

##### **2. Dimensionnement des ouvrages d'épuration**

Dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter remis en janvier 1999, le débourbeur déshuileur était présenté comme un équipement destiné à traiter uniquement les eaux pluviales de parking.

Or, dans la configuration actuelle du site les eaux pluviales de toitures et de voiries ne sont pas différenciées.

De ce fait, il est proposé de prescrire à l'exploitant que celui-ci vérifie le dimensionnement du débourbeur déshuileur et, en cas de sous-dimensionnement procède à la modification de cet ouvrage épuratoire ou différencie les eaux de voiries et de toitures.

### **3. Equipement et entretien du bassin d'infiltration**

De manière à empêcher l'infiltration latérale des eaux pluviales susceptibles d'être polluées du bassin d'infiltration directement dans le milieu naturel, il est proposé de prescrire à l'exploitant que celui-ci prennent toutes les dispositions permettant de garantir le passage par le lit filtrant.

Compte-tenu du fait que le bassin d'infiltration n'a pas été curé depuis 2008, il est également proposé de prescrire à l'exploitant que celui-ci procède à une analyse du sable du lit filtrant en plusieurs points représentatifs.

Cette analyse sera effectuée dans les lixiviats et dans les matériaux.

L'exploitant interprètera le résultat des analyses de façon à confirmer ou infirmer le rôle épuratoire du lit de sable du bassin d'infiltration, et de façon à établir un taux de renouvellement du lit de sable.

### **4. Vérification de l'efficacité de la surveillance des eaux souterraines**

L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 septembre 2004 prescrit que l'exploitant mette en place un réseau de surveillance et de contrôle de la qualité des eaux souterraines du ou des aquifères permettant de détecter l'effet éventuel de ses activités ou ayant été exercées dans le passé.

Selon cet arrêté préfectoral un puits de contrôle (Pz3) a été implanté en amont hydrogéologique des installations et deux puits de contrôle (Pz2 et Pz1) en aval hydrogéologique des installations.

Dans cette configuration, le bassin d'infiltration des eaux pluviales situé au Nord Ouest du site ne peut donc être surveillé par aucun des puits de contrôle situés en amont hydrogéologique.

Toutefois, au regard des résultats du nivellement NGF effectué en 2012, le sens d'écoulement réévalué dans le cadre de la dernière campagne de prélèvement des eaux souterraines donnerait Pz2 comme ouvrage amont (position latérale amont), Pz3 en aval latéral et Pz1 en aval.

En conséquence, il est proposé que l'exploitant transmette à l'inspection des installations classées une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols.

Cette étude permet de déterminer le nombre exact de piézomètres, leur implantation et les substances à analyser nécessaires à la surveillance des eaux souterraines de l'intégralité des installations de l'établissement, y compris le bassin d'infiltration des eaux pluviales.

### **3. PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du LOIRET de prendre, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, un arrêté préfectoral complémentaire prescrivant les points suivants :

- La réalisation d'un diagnostic environnemental au droit et au pourtour du bassin d'infiltration, notamment concernant la libération de zinc,
- La vérification du dimensionnement du déboureur déshuileur et, en cas de sous dimensionnement la modification de cet ouvrage épuratoire ou la différenciation des eaux de voiries et de toitures,
- L'analyse du sable du lit filtrant du bassin d'infiltration en plusieurs points représentatifs,
- L'interprétation du résultat des analyses de façon à confirmer ou infirmer le rôle épuratoire du lit de sable du bassin d'infiltration,
- La réalisation d'une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols, permettant de déterminer le nombre exact de piézomètres, leur implantation et les substances à analyser nécessaires à la surveillance des eaux souterraines de l'intégralité des installations de l'établissement, y compris le bassin d'infiltration des eaux pluviales.

L'inspecteur des installations classées

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à  
M. le Préfet de la Région Centre

Pour le directeur,

Signé